



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SOMME

Direction des affaires juridiques
et de l'administration locale
Bureau de l'administration générale
et de l'utilité publique
Installations classées
pour la protection de l'environnement
Commune de FESCAMP
Etablissements FIRST NEGOCE
MISE EN DEMEURE

ARRETE du 15 JUL. 2013

Le Préfet de la région Picardie
Préfet de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier dans l'Ordre National du Mérite

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement et notamment les titres 1^{er} des Livres V de ses parties législatives et réglementaires relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, y compris la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 1^{er} août 2012 nommant M. Jean François CORDET, Préfet de la Région Picardie, Préfet de la Somme ;

Vu le décret du 02 juillet 2012 nommant M. Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 août 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jean Charles GERAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 mai 2013 ;

Vu la transmission du rapport de l'inspection en date du 28 mai 2013

à l'exploitant reprenant les constats effectués à l'occasion de l'inspection réalisée sur le site susvisé le 6 mai 2013 ;

Vu la mise en demeure du 13 juin 2013 ;

Considérant que la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement classe sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique tout stockage de matière combustible supérieur à 500 tonnes sous un entrepôt couvert dont le volume du ou des bâtiments est au total supérieur à 5000m³ (rubrique 1510) ;

Considérant que le jour de la visite sur le site le 6 mai 2013, l'inspection des installations classées a recensé sur le site :

- un bâtiment principal de plus de 60m de long sur 15m de large, et d'une hauteur probable de 8m au faîtage, soit une surface de plus de 900m² et un volume de plus de 7 000m³, dans lequel étaient stockés fûts et bidons en plastique, cartons, boîtes de chaussures, barres en plastique, meubles en bois, machines, vélos, autres... ces stockages n'étaient pas rackés et peu organisés (palettes dangereusement gerbées...)

- un hangar à droite de la cours, fermé sur 2 côtés dans lequel étaient stockés a minima :

- palettes en carton contenant du dégrissant (sans phrase de risque), du traitement diesel dans les bidons d'un litre en métal (écrit à la main), du décapant (étiqueté extrêmement inflammable),

- environ 20 palettes contenant des bigoudis en plastiques et des bidons en plastiques vides,

- au moins 12 bidons de 200L de lustreur (non étiqueté dangereux) sur palettes,

- des palettes de bidons en métal d'environ 1L vides,

- des cartons de déparaffinant de carrosserie contenant du naphtha,

- d'autres palettes de carton ne contenant pas de description,

- une palette de seaux de 5kg de chlore organique à dissolution rapide (étiqueté irritant),

- une palette de petits pots d'absorbant,

- une palette de sacs de 25kg de silitin (liquidation) produit pulvérulent dont nous ne connaissons pas la composition,

- une palette de sacs de 25kg de sépiolite, produit pulvérulent dont nous ne connaissons pas la composition mais qui d'après nos recherches serait un minéral du groupe des argiles,

- une palette de sacs de farine de lin ouverts et recouvert de poussières...

- dans l'avant dernier hangar au fond de la cours étaient stockés a minima :

- environ 10 palettes de bouteilles plastiques vides,

- au moins 2 palettes contenant des seaux en plastique blanc contenant du réparachoc ,

- 1 palette de bidons d'1L contenant du lave-glace,

- 2 palettes contenant du carton,

- 2 palettes de sacs de 25kg de nitrate de calcium,

- des fûts de 100L vides,

- Sur le dernier hangar où est affiché le mot « occasion », étaient stockés a minima :

- plus de 200 cubitainers de 1m³ étiquetés « plastifluid », « polyfluid », « vitraider »...

- plus de 10 palettes de bouteilles plastiques vides ;

Considérant que le volume de matières combustibles stockées qui avoisine les 10 000m³ dépasse le seuil de déclaration (5 000m³), et que le tonnage de produits combustibles est supérieur à 500 tonnes ;

Considérant que de ce fait ce site relève de la déclaration avec contrôle périodique sous la rubrique 1510 ;

Considérant que le site n'est pas connu des services administratifs et n'a pas déposé de dossier de demande de déclaration d'exploiter ;

Considérant que lors de la visite, il ne nous a pas été possible de consulter l'état des stocks des produits présents sur le site, ni les fiches de données de sécurité associées à ces produits ;

Considérant que cette absence de données pourrait être préjudiciable en cas de sinistre et entraver l'action des services d'incendie et de secours ;

Considérant que lors de la visite sur le site le 6 mai 2013, l'inspection a constaté que de grandes quantités de produits liquides (colorés mais ne comportant aucune indication sur la nature du produit) étaient stockés sans rétention ;

Considérant que le site ne comporte pas de sol étanche et qu'une bouche d'égout est présente au milieu de la cours ;

Considérant qu'il n'a pu être justifié que cette bouche est reliée à un bac de récupération ou à un système de traitement des eaux ou si les eaux sont déversées dans le milieu naturel ;

Considérant qu'aucune mesure n'est prise pour recueillir les eaux susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ;

Considérant que l'absence de rétention peut entraîner une pollution des sols, des cours d'eau ou du milieu naturel ;

Considérant que la commune de Fescamps se situe dans le bassin d'alimentation des eaux destinées au captage d'eau potable de Guerbigny, dans le sens d'écoulement de la nappe ;

Considérant que le site n'est pas clôturé et n'est pas surveillé, que des personnes extérieures passent sur le site, pouvant engendrer des actes de malveillances, en particulier des départs d'incendie, et réciproquement qu'un accident se déclarant sur le site est susceptible de leur porter préjudice ;

Considérant que l'exploitant n'a pas fait réaliser d'audit de son installation par un organisme agréé conformément aux dispositions de l'article 1.8 de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008, en dépit de l'importance de ce contrôle périodique pour disposer d'un état des lieux de la conformité de cette installation avec les dispositions qui lui sont applicables,

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la SARL FIRST NEGOCE de régulariser sa situation administrative ;

Considérant que face aux manquements constatés le jour de l'inspection, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-6 du code de l'environnement en mettant en demeure la SARL FIRST NEGOCE de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture

ARRETE

Article 1

Le présent arrêté annule et remplace la mise en demeure du 13 juin 2013.

Article 2

La société SARL FIRST NEGOCE dont le siège social est situé 10 rue Borel 93140 BONDY est mise en demeure dans un délai d'un mois, pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de FESCAMPS (80500) – rue de la gare :

- soit de régulariser sa situation administrative ; en déposant un dossier de déclaration auprès des services de la préfecture en application de l'article R512-47 du code de l'environnement,

- soit de cesser ses activités relevant de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées.

Article 3

Si l'exploitant décide de poursuivre ses activités relevant de la rubrique 1510, la société SARL FIRST NEGOCE est mise en demeure sous 1 mois, à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 concernant l'état des stocks et la connaissance des produits :

L'exploitant tient à jour un état des quantités stockées. Cet état indique la nature et la localisation des produits stockés. L'exploitant dispose, sur le site et avant

réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.

Article 4

Si l'exploitant décide de poursuivre ses activités relevant de la rubrique 1510, la société SARL FIRST NEGOCE est mise en demeure sous 1 mois, à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 concernant la mise sous rétention des stockages de matières liquides :

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale, des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants), avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme déchets.

Article 5

Si l'exploitant décide de poursuivre ses activités relevant de la rubrique 1510, la société SARL FIRST NEGOCE est mise en demeure sous trois mois, à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions de l'article 6.2 de l'arrêté

ministériel du 23 décembre 2008 concernant la récupération, le confinement et le rejet des eaux :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Article 6

Si l'exploitant décide de poursuivre ses activités relevant de la rubrique 1510, la société SARL FIRST NEGOCE est mise en demeure sous un 1 mois, à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions de l'article 11 de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 concernant la surveillance du site :

En dehors des heures d'exploitation du stockage, une surveillance du stockage, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence, notamment afin de transmettre l'alerte aux services d'incendie et de secours et de leur permettre l'accès.

Article 7

Si l'exploitant décide de poursuivre ses activités relevant de la rubrique 1510, la société SARL FIRST NEGOCE est mise en demeure sous un 1 mois, à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions de l'article 1-8 de l'arrêté ministériel du 23 décembre 2008 concernant la surveillance du site :

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions rappelées en annexe III, éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier " installation classée " prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

Article 8

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles susvisés ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les

sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement ainsi que la fermeture ou la suppression des installations.

Article 9

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 10

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, l'inspecteur des installations classées et tous agents qualifiés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Etablissements First Negoce et dont une copie sera adressée au sous-préfet de Montdidier et au maire de Fescamps.

Amiens, le 15 JUL 2013

Pour le préfet et par délégation :
Le directeur de cabinet,

Thomas LAVIELLE

